

Nouveau venu, retour d'un ancien et élargissement d'un portefeuille

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3624 - Ven. 24 - Sam. 25 juillet 2015 - Prix : 10 DA

Un décret exécutif pour faciliter l'acte d'investissement touristique

Ghoul menace de sanctions les investisseurs récalcitrants

Page 4



Sellal au sujet de l'austérité

En quête d'une économie diversifiée

Page 2

Complet retournement turc en perspective

Par Mohamed Habili

Avant que le gouvernement turc n'en vienne à se battre directement contre Daech (après que celui-ci a pris l'initiative des hostilités à la frontière avec la Syrie) et qu'il n'autorise les avions de la coalition à opérer depuis son territoire, il s'est passé quelque chose d'important, peut-être même de décisif en Turquie : les élections législatives qui ont vu le parti islamiste au pouvoir perdre la capacité de gouverner seul. Les Américains ont qualifié l'ouverture des bases à leurs avions et à ceux de leurs alliés de «game changer», c'est-à-dire d'élément nouveau susceptible de changer de façon significative le cours de la guerre contre Daech. Auparavant, ils n'ont pas estimé que le recul électoral de l'AKP soit un tournant qui déjà portait en germe le repositionnement de la Turquie par rapport à la guerre qui se mène depuis plusieurs années dans la Syrie voisine. Pourtant, c'est sans doute à ce revers électoral que remonte pour l'essentiel l'entrée en guerre de la Turquie contre Daech. Toujours est-il que cette évolution n'est pas pour surprendre la Syrie, qui depuis le début savait que la Turquie entretenait le monstre qui tôt ou tard finirait par se retourner contre elle. Voilà qui est fait, peut-être pas à sa complète satisfaction, mais à coup sûr de celle des Etats-Unis qui depuis la mise sur pied de la coalition n'ont eu de cesse d'obtenir la pleine coopération de la Turquie.

Suite en page 3

En dépit de la chute des prix du pétrole et le recul des recettes

Bouteflika rassure sur le maintien des dépenses



Une année après le début de la chute des prix du pétrole, l'Algérie continue de subir les conséquences de la crise économique avec la perte de la moitié des recettes pétrolières mais le Président Bouteflika rassure sur le maintien des dépenses.

Page 9

Annaba

De nouvelles espèces de tomate à haut rendement expérimentées

Page 5

Festival international de la littérature et du livre de jeunesse

Le parcours de Assia Djebar revisité au Feliv

Page 13

Sellal au sujet de l'austérité

En quête d'une économie diversifiée

■ Par suite de la dégringolade des cours du pétrole et le déficit budgétaire qui s'est creusé durant les derniers mois à hauteur de 7 milliards de dollars, le Premier ministre a dévoilé les nouvelles mesures prises par le gouvernement pour faire face à la situation. Invité jeudi sur le plateau de la Télévision algérienne, il a présenté les orientations du gouvernement pour maîtriser la situation.

Par Mohamed Mabkhout

Dans une économie largement dépendante des prix du pétrole et à cause de la chute des prix des hydrocarbures, Sellal a réitéré l'importance d'aller vers une économie diversifiée. «*Nous allons diversifier l'économie nationale malgré la baisse des prix du pétrole*», a-t-il confirmé. Le Premier ministre a rappelé les infrastructures de base réalisées qui pourraient construire une économie diversifiée. Selon lui, le développement doit impérativement mener à la croissance économique. Il a également rappelé que de nombreuses infrastructures ont été réalisées, et cette étape de construction permettra à l'économie nationale de s'améliorer. Au sujet des dépenses publiques, il a confirmé qu'elles sont intouchables et n'ont pas été réduites, mais la situation oblige de s'ouvrir davantage à l'économie rentable. «*Rationaliser les dépenses est une chose obligatoire et inévitable*», a-t-il dit. Il a ajouté que les réserves de change permettront une importation durant deux ans et cela sans oublier la richesse du pétrole. Dans ce contexte, il a fait savoir que l'Algérie reste toujours une puissance énergétique. Les prix du pétrole ont baissé de 47.1%, chose dure pour le baril qui se vendait à 100 dollars de subir un tel choc, et Sellal, à ce propos, n'espère pas un retour à l'âge d'or des hydrocarbures.

Dans ce cadre et malgré cette situation, Sellal affirme que le pays ne vit pas une situation



PH: E. Soraya/J.A.

d'austérité, il juge que l'économie nationale connaît une rationalisation des dépenses. «*La politique d'austérité génère la pauvreté, ce qui n'est pas le cas chez nous*», a-t-il expliqué. Dans ce sens, le Premier ministre est revenu sur la question de l'abrogation de l'article 87 bis, ce qui va améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs à petites bourses. Cette rationalisation ne passera en dépit des besoins du

citoyen algérien en matière de produits nécessaires, à l'instar des médicaments.

Toujours dans le cadre des nouvelles mesures du gouvernement pour faire face à la chute des cours de l'or noir, l'investissement reste au sommet des priorités. Le guichet unique, de son côté, qui a éliminé les nombreuses formalités que l'investisseur devait subir et qui ralentissaient l'activité économique.

Concernant la TAP (taxe sur l'activité professionnelle), Sellal a affirmé qu'elle a été révisée et revue à la baisse à 1% au lieu de 2% pour soutenir l'équilibre financier des entreprises, ajoutant que l'acte d'investissement est un acte économique loin d'être un acte administratif bureaucratique. Au sujet du logement des nouvelles entreprises, pour ce faire, 31 parcs industriels seront aménagés

pour résoudre le problème du foncier. Sur cette question Sellal a réitéré le problème de la spéculation que pratiquent certains bénéficiaires.

La maîtrise de l'importation et la professionnalisation du métier restent un souci majeur pour l'économie nationale. Sellal a profité de cette tribune pour appeler les importateurs à être professionnels et rappeler que les nouvelles formalités concernant les autorisations vont aider l'Etat à mieux contrôler la situation. Dans ce cadre, l'Etat, selon le Premier ministre, est engagé à lutter contre les transferts illicites de la devise, la fraude et le gaspillage.

Le marché informel, qui de son côté est évalué à hauteur de 40 milliard de dollars, une partie sera injectée dans l'économie nationale. Cette économie souterraine porte préjudice à l'économie nationale. Sur cette question, le Premier ministre a fait savoir qu'une régulation d'un nombre d'entreprises parallèles a été initiée et que les employés seront affiliés à la sécurité sociale. Le gouvernement étant déterminé à encourager les jeunes investisseurs, Sellal a fait savoir que prochainement il présidera une réunion avec les directeurs des banques pour récupérer les fonds des commerçants informels à hauteur de 3 700 milliards de dinars.

Pour conclure, le Premier ministre a insisté sur la relation de confiance entre le citoyen et l'Etat, la qualifiant de transparente.

M. M.

Nouvelles mesures fiscales prises par le Conseil des ministres

Tout pour l'assainissement de l'économie informelle

L'ordonnance portant loi de finances complémentaire 2015 a été examinée et adoptée par le Conseil des ministres réuni sous la présidence du président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

Les principales dispositions contenues dans cette loi portent essentiellement sur la révision des taux de certains impôts, la rationalisation des dépenses publiques pour réduire le déficit budgétaire et l'assainissement de l'économie informelle à travers le paiement d'une taxe forfaitaire par les détenteurs de capitaux pour transférer leur argent du circuit informel vers les banques. Dans le volet fiscal, l'impôt sur le bénéfice des sociétés, unifié par la loi de finances initiale 2015 à un taux de 23% pour toutes les activités, a été revu pour osciller dans une fourchette allant entre 19% et 26% en fonction de la nature de l'activité. Le taux de l'IBS est alors fixé, respectivement, à 19% pour les entreprises de production, 23% pour les activités de BTPH et de tourisme, et 26% pour les autres activités, notamment celles d'importation et de revente en l'état. Ces dispositions s'ajoutent à d'autres mesures introduites par la LFC 2015 visant à actualiser les taux de rendement de la fiscalité ordinaire mais aussi à encourager la production nationale, souligne le communiqué du Conseil des ministres. La taxe sur l'activité professionnelle a également été réduite pour passer de 2% à 1% pour les activités de production de biens, et à 1,5% pour les activités de BTPH. Pour les autres activités, la TAP est maintenue à 2%, tandis que celle de transport par canalisation d'hydrocarbures sera portée à 3%. Dans cette même logique, la LFC 2015

apporte également des réductions ou des exonérations de droits de douane sur les intrants de certains produits sidérurgiques, les profilés d'aluminium et les corps gras végétaux pour encourager la production locale. En ce qui concerne les dispositifs pour l'investissement et l'assainissement de l'informel, de nouvelles mesures sont introduites par LFC 2015 pour encourager l'investissement, assainir le secteur informel et renforcer les finances locales. Afin de promouvoir la croissance et la production de biens et de services, cette nouvelle loi simplifie la procédure de création d'entreprises et l'accès au foncier industriel avec le guichet unique au niveau local au lieu et place du Comité d'assistance à la localisation et à la promotion des investissements et de la régulation du foncier (Calpiref). La LFC 2015 prévoit aussi la réduction des dépôts auprès des notaires sur les actes des sociétés et autres actes liés à l'investissement, comme elle institue une pénalité à la charge des bénéficiaires de terrains à vocation industrielle, non exploités trois années après leur attribution. Les opérations liées aux crédits immobiliers à moyen et long terme seront exonérées de la TVA. Par ailleurs, pour améliorer les finances locales, la LFC 2015 introduit des dispositions liées aux crédits immobiliers à la baisse du taux de la taxe d'activités professionnelles (TAP) au bénéfice des activités de production. Elle permet aussi l'autorisation d'octroi de subventions au budget de la wilaya par les communes disposant d'importantes ressources financières. Le texte prévoit, en outre, la création d'une Caisse de garantie et de solidarité des collec-

tivités locales qui absorbera les Fonds de garanties et de solidarité des collectivités locales. Les autres dispositions-phares de la nouvelle loi de finances concernent l'assainissement de l'économie des activités informelles. Cela se réalisera par des incitations, pour la mise en conformité fiscale volontaire, des personnes physiques non impliquées dans des opérations de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, qui pourront ainsi transférer leurs capitaux du circuit informel vers ceux des banques, contre paiement d'une taxe forfaitaire. La LFC 2015 prévoit aussi des incitations pour la régularisation des employeurs et des artisans en défaut vis-à-vis de la sécurité sociale. Commentant le texte de la LFC 2015, le Président Bouteflika a souligné que malgré la situation induite par la chute sévère des prix du pétrole, l'Algérie entend poursuivre la mise en œuvre de son programme quinquennal de développement. Mais tout en réaffirmant l'attachement de l'Etat à sa politique de solidarité nationale et de justice sociale, le Président a chargé le gouvernement de veiller à la rationalisation de cette politique, tout en œuvrant également pour éliminer toute forme de gaspillage des ressources publiques. Se référant aux dispositions destinées à assainir l'économie informelle en encourageant les opérateurs concernés à s'acquitter de leurs obligations en matière fiscale ou de charges sociales contre paiement d'une taxe forfaitaire, M. Bouteflika a, toutefois, instruit le gouvernement de lutter, avec toute la rigueur de la loi, contre toutes les formes de fraude fiscale, douanière et sur les charges sociales. **Thininene Khouchi/APS.**

En dépit de la chute des prix du pétrole et le recul des recettes

Bouteflika rassure sur le maintien des dépenses

■ Une année après le début de la chute des prix du pétrole, l'Algérie continue de subir les conséquences de la crise économique avec la perte de la moitié des recettes pétrolières, mais le Président Bouteflika rassure sur le maintien des dépenses.

Ph/E. Soraya/L.A.



Par Nacera Chennafi

Après de longues concertations, la loi de finances complémentaire de 2015 vient d'être adoptée en Conseil des ministres réuni mercredi dernier. Cette loi annoncée en mars dernier a été initiée dans un cadre pour faire face à la crise économique au côté des différentes mesures prises par l'Exécutif. Le gouvernement prévoit le pire : «Les recettes attendues des exportations d'hydrocarbures sont de 34 milliards USD contre 68 milliards USD en 2014 (...), les prévisions d'importations sont de 57,3 milliards USD contre 60 milliards USD en 2014», selon le communiqué du Conseil des ministres.

Malgré la crise économique et ses conséquences directes sur les recettes, les dépenses sont maintenues «le président de la République a souligné que malgré la situation induite par la chute sévère des prix du pétrole, l'Algérie entend poursuivre la mise en œuvre de son programme quinquennal de développement en adoptant une politique de croissance, comme en

témoigne le montant de plus de 2 600 milliards DA soit plus de 26 milliards USD qui lui sera consacré durant cette année». Toutefois, il a instruit le gouvernement de lutter avec toute la rigueur de la loi, «contre toutes les formes de fraudes fiscales, douanières et sur les charges sociales», précise le texte. Le président a également réaffirmé l'attachement de l'Etat à sa politique de solidarité nationale et de justice sociale, chargeant le gouvernement de veiller à sa rationalisation, tout en œuvrant également pour éliminer toute forme de gaspillage des ressources publiques. D'autre part, il a invité les opérateurs publics nationaux dans tous les secteurs et développer une économie diversifiée et compétitive. Pour rappel, la Banque mondiale avait recommandé aux pays de réviser leurs dépenses notamment les subventions et freiner les salaires de la Fonction publique. La LFC prévoit près de 4 953 milliards DA de recettes, «en augmentation de 242,4 milliards DA par rapport aux prévisions de la loi de finances initiales, provenant notamment d'une amélioration de la collecte

de l'impôt, ainsi que de versements accrus des excédents financiers, par l'Agence de valorisation des hydrocarbures (Alnaft) et par l'Agence de régulation de la Poste et des Télécommunications (ARPT)», précise le communiqué. «Les dépenses passeront, quant à elles, de 7 692 milliards DA à 7 588 milliards DA». La LFC prévoit également «une croissance hors hydrocarbures de 5,1%, et une inflation de 4%, alors que le prix du baril de pétrole, pris comme référence, est de 37 USD pour le calcul du budget et de 60 USD au niveau du marché».

Le Conseil des ministres a annoncé des mesures pour améliorer la collecte de l'impôt ordinaire et «encourager et soutenir l'entreprise et la production nationale» : Un taux d'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) différencié au profit des entreprises de production taxées à 19%, contre 23% pour les activités de BTPH et de tourisme, et 26% pour les autres activités notamment d'importation pour la revente en l'état, une réduction de la Taxe sur l'activité professionnelle (Tap) de 2% à 1%

pour les activités de production de biens, à 1,5% pour les activités de BTPH, les autres activités étant maintenues à 2% celle de transport par canalisation d'hydrocarbures qui sera portée à 3%. Et enfin des réductions ou des exonérations de droits de douanes sur les intrants de certains produits sidérurgiques, les profilés d'aluminium, et les corps gras végétaux, tout cela pour encourager la production locale.

Des dispositions relatives à encourager l'investissement sont aussi intégrées dans cette loi, dont la réduction des dépôts auprès des notaires sur les actes de sociétés et autres actes liés à l'investissement, L'institution d'une pénalité à la charge des bénéficiaires de terrains à vocation industrielle, non exploités trois autres années après leur attribution, L'exonération de TVA sur les opérations liées aux crédits immobiliers à moyen et long terme. Et la simplification de la procédure de création d'entreprises et de l'accès au foncier industriel avec le guichet unique au niveau local aux lieux et place du Calpiref. N. C.

Remaniement partiel du gouvernement

Nouveau venu, retour d'un ancien et élargissement d'un portefeuille

Le remaniement partiel du gouvernement auquel a procédé jeudi le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a été marqué par l'entrée d'un nouveau venu, le retour d'un ancien ministre et l'élargissement d'un département ministériel. Ainsi, l'ancien directeur de la Culture de la wilaya de Tizi Ouzou, El Hadi Ould Ali, fait son entrée pour la première fois au gouvernement conduit par Abdelmalek Sellal, et se voit confier le ministère de la Jeunesse et des Sports en remplacement de Abdelkader Khomri. Le

ministère du Commerce, jusque-là occupé par Amara Benyounés (secrétaire général du Mouvement populaire algérien-MPA), a été attribué à Bakhti Belaïb, qui avait occupé le même poste en 1997. Sid Ahmed Ferroukhi, qui occupait le poste de ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques, a gardé le même portefeuille, élargi à l'Agriculture et au Développement rural. Le poste de l'Agriculture et du Développement rural était occupé par Abdelkader Kadi. S'agissant des départs, trois ministres ont

quitté le gouvernement. Il s'agit de Amara Benyounés, Abdelkader Khomri et Abdelkader Kadi. Ce dernier a été nommé wali de Tipasa dans le mouvement complémentaire, procédé ce jeudi, dans le corps des walis. Ce remaniement ministériel intervient après celui opéré le 14 mai dernier qui avait vu la nomination d'une dizaine de nouveaux ministres touchant des secteurs clés comme les Finances, l'Energie et l'Enseignement supérieur.

Halim T./APS

LA QUESTION DU JOUR

Complet retournement turc en perspective

Suite de la page une

Toutefois, il ne faut pas s'y méprendre, ce n'est pas en premier lieu à l'initiative de Daech que l'on doit ce réalignement mais à l'électeur turc, qui par son vote complexe a enlevé le trop de pouvoir que détenaient Erdogan et son parti pour le donner à l'opposition. Même sans les attaques de Daech, la Turquie était obligée de rompre le pacte de non agression passé entre eux deux, et qui en a fait la principale porte d'entrée en Syrie des djihadistes affluant du monde entier, et d'abord de l'Occident. C'est par milliers qu'ils sont allés rejoindre Daech au travers d'une frontière laissée grande ouverte devant eux. Jusqu'à ces élections déterminantes, le gouvernement turc menait de front deux guerres : l'une contre les Kurdes, et l'autre contre le régime syrien. Objectivement en tout cas, Daech était son allié contre ses deux ennemis principaux. Il aurait probablement continué sur la même ligne s'il n'y avait pas eu les élections et que le peuple turc ne l'avait pas désavoué à cette occasion. Plus question pour lui de poser ses conditions avant de s'en prendre directement à Daech, la première d'entre elles étant de faire de la chute du régime syrien le principal objectif de la guerre. Certes, officiellement il n'a pas varié sur ce point. Mais dans les faits, il sait bien que les Américains ne voient pas d'un mauvais œil la formation d'un Etat kurde en Syrie, ce qui pourrait se produire dans la foulée de la chute éventuelle du régime syrien. Et puis, a-t-il encore les moyens de sa politique antérieure ? Politiquement, non, puisqu'il ne peut rester au pouvoir que s'il se trouve des alliés qui sur ce point ne sont pas sur les mêmes positions que lui. Le seul cas où il pourrait revenir à ces dernières, ce serait d'organiser de nouvelles élections et de les remporter à la majorité absolue. Il faudrait pour cela qu'il soit sûr de son affaire, ce qui à l'évidence n'est pas le cas, car sinon il aurait déjà opté pour cette solution. La guerre contre Daech qu'il commence pourrait bien donc ne pas s'accommoder longtemps d'une hostilité non moins grande que par le passé envers le régime syrien. Le conduirait-elle jusqu'à une alliance pure et simple avec lui ? C'est une possibilité qu'on ne peut écarter de prime abord.

M. H.

Un décret exécutif pour faciliter l'acte d'investissement touristique

Ghoul menace de sanctions les investisseurs récalcitrants

■ Une batterie de mesures sera mise en œuvre dès le mois de septembre pour aplanir les obstacles entravant le développement du tourisme et ainsi promouvoir l'investissement touristique.

De Ain Témouchent,
Louiza Ait Ramdane

L'investissement touristique est désormais organisé. Un décret exécutif visant la facilitation de l'acte d'investir dans le secteur du tourisme rentrera en application au mois de septembre prochain, annonce le ministre du Tourisme, Amar

Ghoul qui promet d'éventuelles sanctions aux investisseurs qui ne respectent pas le cahier des charges. Une batterie de mesures sera mise en œuvre dès le mois de septembre pour aplanir les obstacles entravant le développement du tourisme et ainsi promouvoir l'investissement touristique. Parmi ces mesures, le ministre de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de l'Artisanat, Amar Ghoul promet d'organiser l'acte d'investissement dans le secteur du tourisme. La promulgation d'un décret exécutif qui rentrera en vigueur à partir de la prochaine rentrée sociale, déterminera avec précision les conditions de l'investissement, le cahier des charges et les procédures à suivre pour l'investissement, a expliqué Amar Ghoul lors d'une visite d'inspection et de travail dans la wilaya de Ain Témouchent. Des facilités administratives et autres seront accordées aux investisseurs avec pour but de lever les contraintes qui empêchent les investisseurs de concrétiser leurs projets. Il s'agit d'alléger les dossiers exigés par l'administration pour l'approbation des projets avec pour objectif, selon le ministre du Tourisme, d'éviter d'exiger aux investisseurs de la paperasse souvent inutile. «Le décret vise à mettre un terme à la bureaucratie en réduisant le nombre de documents administratifs actuellement exigés dans le dossier d'investissement», a expliqué le ministre du Tourisme. S'adressant aux investisseurs, Amar Ghoul leur a promis également la réduction des délais d'étude de ces dossiers et un accompagnement des investisseurs, tout en contrôlant la bonne marche de leur réalisation. Cependant, Amar Ghoul, promet des sanctions,



PH. S. SORAYAJA

qui pourront aller jusqu'au retrait de l'autorisation délivrée et même celle de l'investissement, mais plutôt aux services. L'île Laïla, un merveilleux site touristique délaissé, a fait l'objet de la visite du ministre. Emmerveillé par la beauté du site, Amar Ghoul a fait savoir que ce site qui abrite un phare pour la navigation maritime datant de 1860 a fait l'objet d'une étude pour son aménagement, précisant que l'île sera modernisée et réhabilitée pour être intégrée dans des circuits touristiques. Au chef-lieu de wilaya, il a procédé à la pose de la première pierre d'un siège de la direction du tourisme et de l'artisanat, avant de prendre connaissance d'une étude d'habilitation du projet d'institut natio-

nal de formation aux techniques touristiques et hôtelières, et inaugurer le nouveau siège de la maison de l'artisanat, un espace de mise en valeur des potentialités de la wilaya. S'agissant des infrastructures hôtelières dont dispose la région, le ministre du Tourisme a fait savoir que la wilaya de Ain Témouchent offre 27 000 lits, un nombre appelé à augmenter après la réception de 58 000 lits. Un chiffre qui demeure insuffisant, selon le ministre, au regard des besoins exprimés. Ce qui fera dire à Ghoul qu'il faut améliorer le secteur et augmenter l'investissement pour qu'il devienne un secteur-locomotive dans le cadre de la diversification de l'économie.

L. A.

MSP Caravane de fraternité à destination de Ghardaïa

LE MOUVEMENT de la société pour la paix (MSP) envisage de lancer, dans les tout prochains jours, une «Caravane de fraternité et d'union nationale» regroupant des citoyens de différentes wilayas du pays, à destination de Ghardaïa, a annoncé vendredi son président Abderezzak Mokri. «A travers cette initiative, le MSP entend apporter sa propre contribution aux efforts de réunification des rangs des Ghardaouis et de restauration du calme et de la quiétude dans cette ville», a indiqué M. Mokri dans son intervention lors de la réunion du conseil consultatif du mouvement saluant par là même la position du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui a «salué» cette initiative (caravane), la considérant comme une action «nationale louable». L'occasion était pour M. Mokri de condamner l'acte terroriste «abject» qui a fait plusieurs morts parmi les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) dans la wilaya de Ain Defla, rappelant son soutien aux efforts de lutte contre le terrorisme. S'exprimant sur sa dernière rencontre avec le directeur de cabinet, Ahmed Ouyahia, M. Mokri a indiqué que cette rencontre avait permis d'éclaircir la position du parti selon laquelle le règlement des problèmes de l'Algérie «passe par l'organisation d'élections régulières supervisées par une commission nationale indépendante ou la reconnaissance du consensus établi sur la base du document de Mazafran». Au plan international, le président du MSP a salué les positions de la diplomatie algérienne mettant en garde contre les «dangers» de la stratégie occidentale tendant à diviser les pays arabes à travers la propagation des conflits communautaires.

APS

Tajamoû Amel El Djazair

Partis et société civile appelés «à privilégier l'unité nationale»

Le président du parti Tajamoû Amel El Djazair (TAJ), Amar Ghoul, a appelé vendredi depuis Ain Témouchent les partis politiques et la société civile notamment à «privilégier l'unité nationale et à éloigner toute sur-enchère». Animant un meeting à la bibliothèque Malek-Benabi, M. Ghoul a précisé que ces appels concernent «la phase actuelle sensible que connaît la région et les situations critiques traversées par certains pays voisins». Il a, dans ce sens, invité les forces vives de la nation à «s'unir pour contrecarrer toutes les visées de certaines parties, et poursuivre l'édification du pays dans le cadre de l'entraide et du partenariat positif». Le président de TAJ a estimé que «cinq dossiers requièrent un intérêt particulier pour la stabilité et la sécurité du pays». Il s'agit, premièrement, et au-dessus de tout, a-t-il soutenu, de privilégier «la stabilité et la sécurité du pays»,

«l'édification d'une économie nationale diversifiée et forte hors hydrocarbures», «l'attachement de tous les Algériens autour de leur pays», «l'entraide entre Algériens qui doit prévaloir en ces moments de chute du prix du pétrole» et, enfin, «semmer la culture de l'espoir et de la foi et éviter le rejet d'autrui». Après avoir donné un aperçu sur la situation prévalant dans la région qui est marquée par des actes terroristes déstabilisateurs, M. Ghoul, tout en mettant l'accent sur «les capacités nationales pour enrayer et lutter contre toute atteinte à la sécurité et à la stabilité de l'Algérie», a répondu aux déclarations de l'ancien président français qu'il a qualifiées d'«irresponsables». «L'Algérie ne servira jamais de tremplin le (Sarkozy) menant une nouvelle fois à la présidence française», a-t-il déclaré en substance, rappelant qu'«il s'agit bien d'un Etat indépendant qui attend tou-

jours les excuses de cet ancien chef d'Etat concernant les crimes coloniaux commis contre le peuple algérien». «Le peuple algérien ne dérogera jamais à ses principes fondamentaux», a-t-il affirmé en réponse également à ce même responsable concernant son projet d'UPM (Union Pour la Méditerranée) pour débattre de dossiers internationaux en suspens. Tout en soulignant par ailleurs que «la stabilité des pays de la région constitue une stabilité pour l'Algérie», le président de TAJ a salué «les efforts des autorités du pays visant à résoudre les problèmes vécus par certains pays voisins notamment, leur contribution à la résolution du problème malien». «L'Algérie est prête à exporter sa politique de réconciliation nationale qui lui a permis de dépasser la décennie noire», a-t-il ajouté.

H. Y.

Annaba

De nouvelles espèces de tomate à haut rendement expérimentées

■ L'expérience qui a débouché sur la mise sur pied d'une station-pilote pour les nouvelles espèces de tomate, pourra être étendue, au cours des prochaines campagnes, à d'autres superficies afin de booster la filière de production et de transformation de la tomate industrielle dans la région.

Par Hassina Y.

Treize nouvelles espèces de tomate pouvant avoir un rendement moyen de 1 200 à 1 400 quintaux à l'hectare sont cultivées sur un champ expérimental dans la commune d'El Bouni (Annaba), a indiqué jeudi le directeur des services agricoles (DSA), Hocine Soltani. Ce niveau de rendement jugé très positif a été réalisé dans le cadre d'un partenariat algéro-tunisien, en tenant compte des différents critères liés au climat, au sol, aux fertilisants utilisés et aux produits de lutte contre les parasites, a souligné ce responsable, précisant que des agriculteurs locaux et tunisiens ont suivi cette expérience. L'expérience qui a débouché sur la mise sur pied d'une station-pilote pour les nouvelles espèces de tomate, pourra être étendue, au cours des prochaines campagnes, à d'autres superficies afin de booster la filière de production et de transformation de la tomate industrielle dans la région, a ajouté M. Soltani. La production de tomate industrielle devrait atteindre, au

titre de l'actuelle campagne de récolte, les 900 000 quintaux sur une superficie de 2 100 hectares avec un rendement moyen de 600 quintaux à l'hectare. La récolte de la saison écoulée avait été de l'ordre de 800 000 quintaux dans cette wilaya qui compte 1 500 cultivateurs de tomate, concentrés essentiellement dans les communes d'El Eulma, El Hadjar, El Bouni, Berrahal et Ain Berda.

H. Y./APS



Ph/D. R.

Barrages de Beni-Haroun et de Grouz (Mila)

Ensemencement de 200 000 alevins de carpe argentée

Les barrages de Beni-Haroun et de Grouz, dans la wilaya de Mila, ont été ensemencés jeudi au moyen de 200 000 alevins de carpe argentée, a-t-on appris auprès de la station locale de pêche. Cent mille alevins ont été lâchés, pour la première fois, dans le plan d'eau du barrage de Grouz, près d'Oued

Athmania, et 100 000 autres dans celui du barrage de Beni-Haroun, a précisé Ahmed Bendjedou, directeur de cette station de pêche qui relève de la direction de la pêche et des ressources halieutiques de Jijel. Le développement de ces alevins provenant de l'écloserie d'El Ouricia (Sétif) permettra,

dans quelque 18 mois, l'octroi de huit autorisations de pêche sur le barrage de Grouz, tout en maintenant sur le barrage de Beni-Haroun l'activité des titulaires de 15 autres autorisations, selon le même responsable. Selon des professionnels de la pêche continentale, les plans d'eau de la wilaya de Mila

(Beni-Haroun, Grouz, barrage-réservoir d'Oued Athmania et deux petites retenues), dont la contenance dépasse un milliard de mètres cubes, ont besoin d'être ensemencés au moyen d'une quantité plus importante d'alevins.

Yanis F.

Changes

L'euro perd du terrain face au dollar

L'euro perdait un peu de terrain face au dollar vendredi, dans un marché sans grande direction dans l'attente des discussions entre la Grèce et ses créanciers sur le nouveau plan d'aide au pays, et optant pour la prudence après des données chinoises décevantes. La monnaie unique européenne valait 1,0947 dollar (vers 9h30 GMT), contre 1,0985 dollar jeudi (vers 21h00 GMT). La devise européenne reculait également face à la monnaie nipponne, à 135,67 yens contre 136,10 yens jeudi. Le dollar restait presque stable face à la devise japonaise, à 123,94 yens contre 123,90 yens la veille. «Alors que les données en Chine commençaient à montrer des signes de reprise, l'indice PMI des directeurs d'achat, publié vendredi, a déclenché un regain d'inquiétude sur la santé de l'économie du pays, la deuxième économie mondiale», commentait un analyste. La production manufacturière chinoise s'est contractée en juillet, atteignant son niveau le plus bas depuis 15 mois, selon une étude indépendante qui confirme les difficultés de la deuxième économie mondiale à relancer son activité. De telles inquiétudes sur la

santé de l'économie chinoise, moteur de la reprise économique mondiale, tendent à pousser les cambistes à privilégier les devises qu'ils jugent les plus sûres, au premier rang desquelles le billet vert. L'euro était de plus lesté vendredi par l'annonce d'un ralentissement de la croissance de l'activité privée au sein de l'Union monétaire en juillet, l'indice PMI composite atteignant 53,7, son niveau le plus faible en deux mois, après 54,2 en juin. La livre britannique gagnait du terrain face à la monnaie unique européenne, à 70,68 pence pour un euro vendredi, mais baissait face au dollar, à 1,5485 dollar pour une livre. La devise suisse montait face à l'euro, à 1,0517 franc suisse pour un euro, mais baissait face au dollar, à 0,9607 franc suisse pour un dollar. L'once d'or valait 1.084 dollars, contre 1.097,40 dollars jeudi soir. Ralentissement de la croissance dans la zone euro La croissance de l'activité privée a marqué le pas en juillet même si elle reste près de son plus haut niveau en quatre ans dans la zone euro, a indiqué vendredi le cabinet privé Markit, en publiant une première estimation de l'indice PMI. Le PMI compo-

site a atteint 53,7 en juillet dans la zone euro, après 54,2 en juin. Il évolue à son plus bas niveau en deux mois. Les analystes tablaient sur un chiffre de 54. Lorsque le PMI est supérieur à 50 points, cela signifie que l'activité progresse, tandis qu'elle se replie s'il est inférieur à ce seuil. «La croissance économique de la zone euro ne paraît pas avoir été particulièrement affectée par les différents développements de la crise grecque au cours du mois. Les affaires semblent avoir suivi leur cours normal en juillet, comme le suggère le taux d'expansion de l'activité qui reste élevé, bien qu'en repli», souligne un économiste chez Markit. Dans le détail, la croissance décélère tant dans l'industrie manufacturière (PMI à 52,2) que dans le secteur des services (PMI à 53,8), mais reste soutenue dans les deux secteurs. Par pays, l'Allemagne et la France voient leur croissance ralentir, avec des plus bas respectifs de deux mois et trois mois. Dans le reste de la zone euro en revanche, la croissance s'accélère, creusant davantage l'écart avec les deux principales économies de la région.

Rachda F.

Prix

Pétrole : baisse à Londres, hausse à New York

LES PRIX du pétrole divergeaient vendredi en cours d'échanges européens, baissant à Londres et tentant de se reprendre à New York, dans un marché qui reste dominé par la surabondance des cours et la fragilité de la demande.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 55,13 dollars vers 10h20 GMT sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 14 cents par rapport à la clôture de mercredi. Le Brent est tombé vendredi (vers 9h30 GMT) à 54,80 dollars le baril, son niveau le plus faible depuis le 2 avril. Dans les échanges européens sur le New York Mercantile

Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance gagnait 26 cents à 48,71 dollars. Le prix du baril de WTI était tombé jeudi à 48,21 dollars, son niveau le plus bas depuis début avril. «Un mélange d'offre abondante et d'inquiétudes sur la demande met les prix sous pression», commentaient les analystes de Commerzbank.

«L'Opep (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ne fait toujours pas d'efforts pour restreindre sa production» tandis que «les inquiétudes sur la demande, qui ont récemment émergé, ont été renforcées par les données chinoises publiées vendredi», expliquait-on chez Commerzbank.

La production manufacturière chinoise s'est contractée en juillet, atteignant son niveau le plus bas depuis 15 mois, selon une étude indépendante qui confirme les difficultés de la deuxième économie mondiale à relancer son activité.

Faten D.

Mostaganem

Baisse des accidents de la circulation...

■ Une baisse des accidents de la circulation a été enregistrée durant le premier semestre 2015 à Mostaganem, comparativement à la même période de l'année écoulée, a-t-on appris de la sûreté de wilaya.

Par Slim Y./APS

Des statistiques, présentées lors d'une exposition du bilan des activités de la police à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki dans le cadre de la fête nationale de la police, font état de 194 accidents de la circulation depuis le début de l'année en cours, ayant fait 14 morts et 236 blessés contre 215 accidents (12 morts et 278 blessés) durant la même période de l'année 2014.

Ces accidents se sont produits, en grande partie, à cause de l'excès de vitesse, le dépassement dangereux, le non-respect des signalisations et la conduite en état d'ébriété et sous l'influence de la drogue, a-t-on souligné.

Cette manifestation d'information comporte une exposition mettant en exergue les diverses missions et activités de ce corps de sûreté et les moyens de lutte contre différentes formes de criminalité et d'insécurité routière. A la même occasion, des

agents de la sûreté ont été promus à des grades supérieurs et un hommage a été rendu à d'autres en reconnaissance de leurs efforts déployés dans l'exercice de leurs fonctions, à des retraités de police, aux vainqueurs dans diverses manifestations sportives et aux lauréats au baccalauréat parmi les enfants d'agents de police.

Une projection vidéo a en outre, mis en exergue notamment l'effort de modernisation de ce corps de sûreté.

... Et hausse des accidents mortels à El Tarf

Le nombre d'accidents mortels s'est accru durant le 1^{er} semestre de 2015 dans la wilaya d'El Tarf, 8 personnes ayant perdu la vie dans 52 accidents de la circulation contre deux décès à la même période de 2014, a-t-on appris mercredi, auprès de la sûreté de wilaya.

Selon un officier de ce corps qui intervenait à l'occasion de la



célébration du 53^e anniversaire de la Sûreté nationale, l'excès de vitesse et les dépassements dangereux restent les principales causes des drames survenant sur les routes de la wilaya d'El Tarf.

La célébration du 53^e anniversaire de la police algérienne, qui a donné lieu, à la salle Ahmed-Betchnie d'El Tarf, à une exposition dédiée aux activités de ce corps, a permis à de nombreux citoyens de découvrir les tech-

niques de combat des éléments d'élite et les moyens matériels ultrasophistiqués utilisés pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes.

Dix policiers ont symboliquement reçu les clés des logements sociaux qui leur ont été attribués, au cours d'une cérémonie à laquelle ont pris part les autorités locales ainsi que de nombreux cadres et des représentants de la société civile.

S. Y./APS

Ecole nationale polytechnique d'Oran

Une classe préparatoire en sciences et technologies en septembre

L'Ecole nationale polytechnique (ENP) d'Oran ouvrira, pour l'année universitaire 2015-2016, une classe préparatoire intégrée en sciences et technologies, a-t-on appris mercredi du chargé de communication de cet établissement.

Oussama Bouras a indiqué à l'APS que cette école offre 400 places pédagogiques aux bacheliers orientés vers ce cycle de formation qui prépare, pendant deux années, les étudiants au Concours d'accès aux Ecoles nationales supérieures.

L'inscription aura lieu à l'ENP d'Oran dans la période s'étalant du 29 juillet au 7 août 2015, a-t-il signalé, assurant que toutes les dispositions ont été prises pour accueillir,

dans de bonnes conditions, les nouveaux bacheliers orientés vers ce parcours de formation.

Les cours pour la classe préparatoire intégrée à l'ENP débuteront le dimanche 6 septembre 2015, a précisé la même source.

Pour les autres filières, les opérations d'inscription des nouveaux bacheliers en prévision de la rentrée universitaire 2015-2016 s'effectuent à l'université USTO Mohamed-Boudiaf du 12 juillet au 6 août prochain. A ce titre, cet établissement abrite, depuis le 6 juillet, des journées portes ouvertes et un staff technique est mobilisé pour orienter les nouveaux étudiants, auxquels 4 000 places pédagogiques sont réservées.

L'USTO dispose de sept facultés (maths et informatique, physique, chimie, architecture, génie civil, génie électrique, génie mécanique et sciences de la nature et vie), d'un institut des sports, d'un centre d'intensification des langues, d'un centre de calcul intensif et d'une plateforme technologique. De son côté, l'université d'Oran 2 Mohamed-Benahmed a ouvert 6 500 places pédagogiques pour accueillir les nouveaux bacheliers au titre de l'année universitaire 2015/2016. Elle compte cinq facultés (Sciences de la terre et de l'univers, langues étrangères, sciences sociales, droit et sciences politiques, sciences économiques, commerciales et de gestion).

Yanis f.

10 000 places offertes par les établissements de formation

Pas moins de 10 000 places pédagogiques sont offertes dans la wilaya d'Oran pour la rentrée professionnelle (session de septembre), a-t-on appris mercredi de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels.

La session de septembre prochain connaîtra une hausse de 300 places pédagogiques par rapport à la précédente, a indiqué à l'APS le chef du service suivi des établissements de formation, Benmabrouk Brahim, à l'occasion de l'ouverture, au Palais des expositions d'Oran, d'un salon local de la formation professionnelle et de l'insertion des jeunes.

De nouvelles spécialités seront introduites à la prochaine rentrée dont celles de la maintenance industrielle et de la conception informatique, en plus de la réouverture d'autres disciplines suspendues en raison d'un manque d'encadrement.

Ces disciplines viennent d'être renforcées par une centaine d'enseignants, selon la même source.

Elles contribuent à la création de 150 places pédagogiques concernant la mécanique de réparation de véhicules légers au centre de formation professionnelle et d'apprentissage de Boutléis, la soudure, la réparation des verres optiques et la fer-

ronnerie artistique aux CFPA «Métaux» et de hai Djamel-Eddine au chef-lieu de wilaya, a-t-on indiqué.

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya propose 145 filières sur un total de 420 incluses dans la nomenclature de formation.

Le salon local de la formation d'Oran, qui se poursuivra jusqu'au 25 juillet en cours, constitue une occasion pour les élèves qui n'ont pas eu la chance de décrocher le Brevet d'enseignement moyen (BEM) et le Baccalauréat de prendre connaissance des spécialités dispensées par les établisse-

ments de formation d'Oran dont trois instituts nationaux spécialisés, selon le directeur du secteur.

Cette manifestation, à laquelle prennent part 31 établissements de formation publics et privés, se veut un espace pour la présentation de modèles de micro-entreprises ayant réussi grâce à la formation reçue aux CFPA, a souligné Touil Abdelkader.

Ce salon, initié par la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, permet aux CFPA d'exposer leurs produits et les travaux de stagiaires.

Maya G.

Mila Trois nouvelles structures de police «avant fin 2015»

TROIS NOUVELLES structures de la Sûreté nationale seront ouvertes «avant fin 2015» dans la wilaya de Mila, a indiqué mercredi le chef de sûreté de wilaya, Mourad Zenati. Il s'agit d'un siège de sûreté urbaine extra-muros, à Zaghâia, et des sièges de sûretés de daïra à Sidi Merouane et Bouhatem, a précisé ce responsable en marge de la célébration du 53^e anniversaire de la police algérienne.

Des projets portant sur la réalisation d'autres structures de police, dont les sûretés de daïras d'Ain Beida-Harich et Tassedane-Heddada et une sûreté urbaine extra-muros Chelghoum-Laïd seront «prochainement» réceptionnés pour rapprocher davantage la police du citoyen et veiller au respect des lois de la République, a indiqué le chef de sûreté de wilaya.

La célébration du 53^e anniversaire de la Sûreté nationale a également donné lieu à la remise de grades à 200 agents et officiers et à la distinction de policiers admis à faire valoir leurs droits à la retraite.

A Constantine, cette date anniversaire a été marquée par la promotion de 272 fonctionnaires de police à des grades supérieurs. La remise des grades a été organisée au cours d'une cérémonie abritée par le Palais de la culture Mohamed Laïd-Al Khalifa, en présence des autorités civiles et militaires de la wilaya, et de plusieurs personnalités artistiques et sportives.

R. R.



Tunisie

La présence de la femme dans les postes de décision n'a pas dépassé 10%

■ Les préjugés sociaux selon lesquels la femme ne peut pas concilier vie familiale, vie professionnelle et politique, ont largement contribué à limiter la présence féminine dans la vie politique.

Par Mondji T./DI

La ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, Samira Merai, a affirmé, jeudi à Tunis, que la présence de la femme dans les postes de décision au sein des partis politiques demeure faible, ne dépassant pas les 10%.

Intervenant en marge d'un débat sur les défis auxquels font face les femmes pour occuper les postes de décision dans les partis, Merai a fait savoir que ce faible taux peut s'expliquer par le peu d'intérêt que les partis politiques accordent à la participation de la femme à la prise de décisions politiques.

Selon Merai, les préjugés sociaux selon lesquels la femme ne peut pas concilier vie familiale, vie professionnelle et politique, ont largement contribué à limiter la présence féminine dans la vie politique.

Merai a, par ailleurs, indiqué que son département se penche, actuellement, sur l'examen de la création d'une commission nationale chargée d'élaborer des programmes et de concevoir des politiques favorisant l'égalité des chances entre l'homme et la femme.



Samira Merai, ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance

Le projet de création de cette commission sera examiné le 13 août prochain en Conseil ministériel, a-t-elle dit. De son côté, l'universitaire et défenseur des droits de l'homme, Salsabil Kelibi, a tenu les partis politiques pour responsables de l'écart existant entre les textes juridiques et la réalité relative à la présence de la femme dans la

vie politique.

L'absence de stratégie de renforcement de la présence de la femme dans les partis politiques compte parmi les principales raisons de la faible représentativité féminine dans les postes de décision, a-t-elle dit.

Le président de l'Institut arabe des droits de l'homme (IADH), Abdelbasset Ben Hassen, a pour

sa part appelé à mettre en place des stratégies claires pour permettre à la femme d'accéder aux postes de responsabilité au sein des partis politiques.

Il convient de souligner que ce débat a été organisé à l'initiative de l'IADH en collaboration avec la Fondation Konrad Adenauer.

M. T./DI

Une patrouille sécuritaire cible de coups de feu au Bardo

Une patrouille sécuritaire tunisienne au Bardo a été la cible de coups de feu, mercredi à l'aube, sans subir de dommages, a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

«Des individus à bord d'une voiture ont tiré des coups de feu avant de prendre la fuite», a-t-il précisé, cité par l'agence TAP, ajoutant que «le véhicule a été retrouvé dans une rue de la Cité Ettadhamen (quartier à l'ouest de la capitale) où les unités sécuritaires ont mené

une vaste opération de ratissage». «Le propriétaire du véhicule, identifié, a dirigé ses soupçons sur ses deux fils en fuite», selon la même source.

Mercredi toujours, le Parlement tunisien a entamé une séance plénière consacrée à l'adoption du projet de loi organique relatif à la lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent. Le bureau de la Commission de législation générale au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) s'était

réuni lundi pour examiner le rapport présenté par la Commission de législation générale sur ce projet de loi.

Il avait décidé la tenue mercredi d'une séance plénière pour entamer l'adoption du projet, avait indiqué à l'agence TAP Khaled Chawket, assesseur du président de l'Assemblée chargé de l'information et de la communication.

Déterminées à lutter contre le terrorisme, les autorités tunisiennes ont récemment arrêté 127 personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes armés depuis l'attentat de Sousse. Huit jours après cet attentat, l'état d'urgence a été décrété sur tout le territoire tunisien pour 30 jours.

M. T.

Au large de la Libye

Une quarantaine de morts dans le naufrage d'un bateau de migrants

Une quarantaine de migrants clandestins auraient trouvé la mort mercredi dans le naufrage d'un bateau au large des côtes libyennes, a indiqué jeudi le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), qui cite des témoignages de rescapés.

«Mes collègues sont en train d'interroger les survivants de ce naufrage, arrivés dans l'après-midi à Augusta (Sicile), et ils leur ont parlé de 35 à 40 personnes disparues en mer», a affirmé le porte-parole du HCR en Italie, Federico Fossi, cité par l'AFP.

Ces migrants, d'après le HCR, sont essentiellement des hommes de nationalité subsaharienne (Somalie, Erythrée, Bénin et Mali).

Un convoi de trois bateaux pneumatiques partis de Tripoli, dont l'un, avec quelque 120 personnes à bord, a commencé à prendre l'eau avant de faire naufrage, a rapporté de son côté le quotidien italien la Repubblica.

Les migrants tombés à l'eau ont été recueillis par un navire marchand puis par un bateau militaire allemand, le *Hositein*, qui a ramené à terre 283 réfugiés. Plus de 150 000 migrants sont arrivés en Europe par la mer depuis le début de l'année, pour moitié en Italie, selon les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Depuis le début de l'année, plus de 1 900 personnes ont péri au large de la Libye, en tentant le voyage périlleux vers l'Europe.

Ali O.

Le gouvernement libyen appelle à la cessation des violences

Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a exhorté les parties belligères dans la ville de Sabha à mettre fin aux affrontements armés qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, les appelant à régler les différends via un dialogue sérieux. Il a, dans ce sens, lancé un appel, dans un communiqué mercredi, «aux notables de cette ville d'intervenir et d'appeler les parties à la retenue». «L'utilisation d'armes n'est pas dans l'intérêt d'aucune partie», a averti le gouvernement provisoire libyen. La ville de Sabha, situé dans le sud-est de la Libye, est depuis une semaine le théâtre d'affrontements opposant les deux tribus d'Al-Tabou et d'Al-Tawaroq. Quarante personnes ont été tuées, des dizaines d'autres blessées et des centaines de famille ont dû quitter leur foyer. En proie au chaos depuis la chute du régime de Maammar Kadhafi, en 2011, la Libye compte deux Parlements et deux gouvernements qui se disputent le pouvoir, l'un basé à Tripoli et l'autre à Tobrouk (est), ce dernier étant le seul reconnu par la communauté internationale.

Y. T.

Sahara occidental L'Espagne continuera à soutenir l'Envoyé spécial et sa position ne changera pas

LE PRÉSIDENT du gouvernement espagnol, Mariano Rajoy, a affirmé mardi à Madrid que son pays continuera à soutenir l'Envoyé spécial des Nations unies et sa position «ne changera pas à l'avenir». «La position de l'Espagne est celle que nous avons eu au cours des dernières années, nous allons soutenir, nous soutenons et continuerons de soutenir l'envoyé spécial des Nations unies», a-t-il dit lors d'une conférence de presse animée à l'issue de la 6^e réunion de haut niveau algéro-espagnole. M. Rajoy qui répondait à une question sur les perspectives des résolutions de la question du Sahara occidental, et le rôle que pourrait jouer l'Espagne, en tant que membre du Conseil de sécurité de l'ONU, dans ce sens, a affirmé que la position de l'Espagne «n'a pas changé et ne changera pas à l'avenir». Dans la déclaration finale qui a sanctionné les travaux de la 6^e réunion de haut niveau, et en ce qui concerne la question du Sahara occidental, les deux parties se sont félicitées de l'adoption, en avril 2015, de la résolution 2218 du Conseil de sécurité des Nations unies. Elles ont également réaffirmé leur «appui» aux efforts des Nations unies pour une solution politique «juste, définitive et mutuellement acceptable qui consacre le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui dans le cadre de la Charte et des résolutions pertinentes des Nations unies». L'Algérie et l'Espagne ont réitéré, à cet égard, leur «soutien déterminé» aux efforts de l'Envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies pour le Sahara occidental, Christopher Ross, et réaffirmé leur «engagement» à soutenir le travail qu'accomplit le secrétaire général de l'ONU, son Envoyé personnel et la Minurso.

APS

Ville de Sabha



Turquie

Ankara déclare la guerre aux jihadistes, raid aérien en Syrie

■ La Turquie s'est résolument engagée dans la lutte contre le groupe État islamique (EI) en menant hier son premier raid aérien contre des positions jihadistes en Syrie, quatre jours après un attentat suicide meurtrier attribué au mouvement radical.

Par Ali O.

Peu avant 04h00 (01h00 GMT), trois chasseurs F16 de l'armée de l'air turque ont bombardé en territoire syrien trois objectifs tenus par les jihadistes. L'opération s'est déroulée dans la zone frontalière qui fait face à la ville turque de Kilis (sud).

Jeudi, des combattants jihadistes avaient ouvert le feu depuis la Syrie sur un poste frontalier de l'armée turque de cette région, tuant un sous-officier et blessant deux soldats, selon l'état-major turc.

Des chars turcs ont immédiatement riposté en ouvrant le feu sur une position jihadiste, tuant un des combattants et endommageant trois véhicules.

Cette confrontation directe intervient dans la foulée de l'attentat suicide commis lundi à Suroç (sud), qui a fait 32 morts et une centaine de blessés parmi un groupe de jeunes militants de gauche partisans de la cause kurde qui souhaitaient participer à la reconstruction de la ville syrienne de Kobané.

Les autorités ont identifié un jeune Turc de 20 ans, Seyh Abdurrahman Alagöz, comme le «kamikaze». Selon la presse, il avait effectué un séjour en Syrie dans les rangs de l'EI.

Depuis l'attentat de Suroç, le gouvernement islamiste-conservateur d'Ankara, longtemps accusé de complaisance envers l'EI, a clairement renforcé sa lutte contre les jihadistes.

Selon un responsable militaire américain, Ankara a ainsi enfin autorisé les États-Unis à utiliser plusieurs de ses bases aériennes, dont celle d'Incirlik (sud), pour mener des raids aériens contre



PH > D. R.

des cibles du groupe État islamique en Syrie ou en Irak.

Le feu vert des Turcs, sollicité de longue date par Washington, a été officialisé au lendemain d'un long entretien téléphonique des présidents turc Recep Tayyip Erdogan et américain Barack Obama.

La Turquie était jusque-là restée l'arme au pied face à l'EI. Elle avait refusé d'intervenir militairement en soutien aux milices kurdes de Syrie, par crainte de voir se constituer une région autonome hostile dans le nord de ce pays.

«La République de Turquie est déterminée à prendre toutes les précautions pour défendre la sécurité nationale», a répété hier le

bureau du Premier ministre Ahmet Davutoglu, au lendemain d'une nouvelle réunion du gouvernement avec les chefs militaires et des services de sécurité ou de renseignement.

Selon le quotidien Hürriyet citant des responsables turcs, le gouvernement envisage aussi de déployer des dirigeables au-dessus des 900 km de sa frontière syrienne et de doubler celle-ci par un mur afin d'empêcher les mouvements des jihadistes. La Turquie constitue le principal point de passage des recrues jihadistes vers la Syrie.

Les autorités turques ont également lancé hier matin dans tout le

pays un coup de filet sans précédent contre des membres présumés de l'EI.

Ce raid a également visé des cibles des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui ont revendiqué le meurtre de deux policiers mercredi à Ceylanpinar, à la frontière syrienne, en riposte à l'attentat de Suroç.

Selon les services de M. Davutoglu, un total de 251 personnes, toutes soupçonnées d'être «membre d'un groupe terroriste», ont été interpellées et placées en garde à vue dans treize provinces différentes du pays. Une militante d'extrême gauche a été tuée lors d'une fusillade avec la police dans

un quartier d'Istanbul, a rapporté l'agence progouvernementale Anatolie. Elle faisait partie du Parti/Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP-C), un groupuscule marxiste auteur de nombreux attentats en Turquie.

L'attentat suicide de Suroç a suscité la colère de la communauté kurde de Turquie qui reproche au gouvernement islamiste-conservateur d'Ankara d'avoir fermé les yeux sur les activités de l'EI sur son sol.

Ankara a toujours catégoriquement réfuté les allégations de complaisance avec les groupes extrémistes qui combattent le régime de Damas, sa bête noire.

Jeudi encore, un policier turc a été tué et un autre grièvement blessé par deux hommes masqués dans la grande ville à majorité kurde de Diyarbakir (sud-est). Les funérailles de la victime de cette attaque, qui n'a pas été revendiquée, ont eu lieu hier.

L'attaque du PKK a ravivé les risques de débordement en Turquie de la guerre qui oppose les milices kurdes aux jihadistes sur le sol syrien.

Une organisation proche des rebelles kurdes de Turquie a ainsi affirmé sur son site internet avoir tué mardi soir à Istanbul un commerçant présenté comme un membre du groupe EI. «Les meurtriers de Suroç rendront des comptes», a écrit le Mouvement de la jeunesse patriotique révolutionnaire (YDG-H).

De nombreux manifestants, notamment kurdes, défilent chaque jour dans les villes du pays pour dénoncer la politique syrienne d'Erdogan. Le principal parti kurde de Turquie a appelé à un grand rassemblement dimanche après-midi à Istanbul.



Points chauds

Influence

Par Fouzia Mahmoudi

A lors que les autorités israéliennes se plaignent en Occident de l'accord historique sur le nucléaire signé la semaine dernière avec l'Iran, dans les territoires palestiniens, l'armée israélienne continue à user de violence excessive et n'hésite pas à blesser et tuer. Ainsi, un Palestinien a été tué cette semaine par des soldats israéliens dans le village de Beit Omar en Cisjordanie, le deuxième en moins de 24 heures dans ce territoire occupé, ont indiqué une source médicale et des témoins palestiniens. Des habitants du village, situé près d'Hébron, ont raconté que des soldats israéliens avaient pris d'assaut une maison pour y arrêter un Palestinien, Mohammed Abou Maria, et avaient tiré sur son père, Falah, à la poitrine alors qu'il descendait précipitamment les escaliers pour voir ce qui se passait. L'homme, âgé de 50 ans, est décédé, tandis que son fils, âgé de 24 ans, a été blessé par balle à la jambe et hospitalisé, a indiqué la source médicale. L'armée israélienne n'a pas confirmé la mort d'un Palestinien mais seulement qu'un a été blessé. Selon une porte-parole de l'armée, les soldats étaient venus arrêter Mohammed, soupçonné de délits liés à la sécurité, et ont «été attaqués par une foule violente». Un homme a attaqué un soldat qui en réponse l'a visé dans un membre inférieur. Celui-ci a été conduit à l'hôpital. «Alors que toutes les forces quittaient les lieux, elles ont de nouveau été attaquées par une foule violente qui jetait des pierres et des briques», a assuré la porte-parole. «Les forces ont répondu en tirant sur le principal instigateur». Elle a précisé qu'un soldat avait été «légèrement blessé» par les jets de pierres. Mercredi dernier, un Palestinien d'une vingtaine d'années avait déjà été tué par des soldats israéliens près de Jérôme, lors d'affrontements avec des soldats israéliens qui menaient des arrestations et des perquisitions. Plus d'une dizaine de Palestiniens ont été abattus par l'armée israélienne en Cisjordanie depuis le début de l'année, selon un décompte de l'ONU. Ainsi, pendant que les officiels israéliens vont se plaindre en Occident des torts que pourrait causer l'Iran, leur armée massacre allégrement le peuple palestinien qui ne bénéficie, lui, malheureusement, pas de l'influence, ni des alliances de l'Etat hébreu pour se défendre, ni pour plaider sa cause aux yeux des États-Unis, ni de l'Europe. F. M.

Somalie

Les forces pro-gouvernementales prennent un nouveau bastion aux shebab

L'armée somalienne et la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) se sont emparées d'un bastion des islamistes shebab dans le sud du pays, leur deuxième prise aux insurgés affiliés à Al-Qaïda en moins d'une semaine.

Cette prise s'inscrit dans le cadre d'une offensive lancée la semaine dernière par l'Amisom impliquant des forces éthiopiennes et kényanes et visant à déloger les shebab des zones rurales du sud du pays. Selon des témoins, l'opération, appelée «Jubba Corridor», a déjà fait de nombreuses victimes civiles, prises au milieu des combats.

«Nos forces ont pris le contrôle de Dinsor, et les insurgés ont fui après avoir perdu la bataille (...) les soldats mènent en ce moment une opération pour sécuriser la ville», a déclaré hier le ministre somalien de la Défense, le général Abdulkadir Sheikh Ali Dini, à des journalistes.

La chute de Dinsor intervient après celle, mercredi, d'une localité voisine, Bardhera, prise par l'Amisom. Ces bastions, à quelque 350 km à l'ouest de la capitale Mogadiscio, étaient parmi les der-

niers tenus par les islamistes.

Des témoins ont confirmé la prise de Dinsor par des soldats somaliens appuyés par un contingent éthiopien de l'Amisom. Ils ont de leur côté affirmé que les shebab avaient fui avant même l'arrivée des troupes pro-gouvernementales.

«La plupart des habitants ont fui, Dinsor ressemble à une ville morte», a commenté l'un d'eux, Mohamed Added, confirmant que les troupes gouvernementales contrôlaient désormais les lieux. «Il reste très peu de gens, la plupart sont des personnes âgées».

Depuis le début de l'opération «Jubba Corridor», des chefs locaux de cinq villages de la région de méridionale de Bakool ont de leur côté fait état de dizaines de civils tués.

«Le nombre de civils tués que nous avons recensés jusqu'à maintenant s'élève à plus de 50, mais il y a encore beaucoup de portés disparus», a affirmé l'un d'eux, Abdulahi Isgowe. «Nous n'avons jamais assisté à une telle tuerie avant».

«J'ai enterré 21 victimes de mes propres mains près de Burdhuhule et nous avons envoyé des gens

pour aider à enterrer les autres», a renchéri Abdulahi Mohamed, un autre chef local.

Le gouverneur de Bakool, Mohamed Abdi, s'est dit «désolé pour les pertes civiles», tout en affirmant n'avoir lui-même aucune information sur ce qu'il s'était passé sur le terrain, les «réseaux téléphoniques» étant coupés.

L'Amisom, accusée dès mardi d'avoir tué des civils lors d'affrontements dans le port de Merka, a elle-même refusé la mort de «plusieurs» civils.

A la tête d'une insurrection armée depuis 2007, les shebab ont juré la perte des fragiles autorités somaliennes.

Largement vaincus par la puissance de feu supérieure de l'Amisom (un peu plus de 20 000 hommes) qui épaulé l'embryon d'armée somalienne, les shebab ont été chassés depuis août 2011 de Mogadiscio puis de la quasi-totalité de leurs bastions du sud et du centre de la Somalie.

Ils continuent néanmoins de contrôler de larges zones rurales et ont abandonné le combat conventionnel pour des actions de guérilla et des attentats-suicides, notamment dans la capitale somalienne.



Festival international de la littérature et du livre de jeunesse

Le parcours de Assia Djebar revisité au Feliv

■ La 8^e édition du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse (Feliv) s'est ouverte jeudi à la station de métro d'El Harrach (Alger) par le vernissage d'une exposition-photos d'écrivains algériens.

L'ouverture de cette manifestation culturelle a été marquée par un vibrant hommage rendu à l'écrivaine disparue cette année, Assia Djebar.

Par Abla Selles

La huitième édition du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse s'est ouvert dans l'après midi de jeudi à la station de métro d'El Harrach. Une exposition de photos d'écrivains algériens a été inaugurée à cette occasion.

Intitulée «Regards croisés sur la littérature algérienne», l'exposition présente des portraits d'une quarantaine d'auteurs algériens immortalisés par l'objectif du talentueux Kais Djilali et appuyés de textes de Khadidja Chouit. Cette exposition est également visible dans six stations de métro qui abriteront également des ateliers de dessin.

L'ouverture du Festival international de la littérature et du livre de jeunesse a été marquée par un vibrant hommage rendu à l'académicienne et romancière algérienne d'expression française, Assia Djebar.

L'œuvre et le parcours de la romancière disparue le 6 février dernier ont été revisités par l'universitaire tunisienne Nadjiba Regaieg, enseignante à la faculté des sciences humaines de Sousse, et l'écrivain français



Jean Rouaud.

Présidente de l'association «Le cercle des amis d'Assia Djebar», Amel Chaouati a quant à elle mis en avant sa lecture personnelle et celle des membres du cercle de l'œuvre de la romancière.

Le militantisme de l'écrivaine

et sa lutte permanente pour les droits de la femme, dont le roman «Loin de Médine» reste le symbole, a largement été évoqué par les intervenants au même titre que son dernier roman «Nulle part dans la maison de mon père», un récit autobiographique paru en 2007.

Née le 30 juin 1936 à Cherchell non loin d'Alger, Fatma-Zohra Imalayène, de son vrai nom, avait également «marqué les esprits par son parcours singulier» en devenant d'abord la première enseignante en histoire à Alger, au lendemain de l'indépendance, puis première

femme arabe et africaine à entrer à l'Académie française en 2005, quelques années seulement après avoir investi l'Académie royale de Belgique, ont rappelé les universitaires.

Après son élection à l'Académie française, Assia Djebar avait été décorée des médailles de l'Ordre des arts et des lettres et de la Légion d'honneur de la République française.

Assia Djebar étant également connue pour son travail cinématographique, un montage d'extraits de ses deux films – «Nouba des femmes du mont Chenoua» et «La zerdia ou les chants de l'oubli» – réalisés et commentés par Ahmed Bedjaoui a été présenté au public.

Plus tôt, le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, avait inauguré à l'esplanade de Riad el Feth les espaces d'exposition et ateliers du Feliv, où une trentaine d'éditeurs, dont certains spécialisés dans la littérature de jeunesse et la bande dessinée, exposent les publications de l'année.

A.S.

Projet de film «La maquisarde»

Hommage au combat des femmes durant la guerre d'Algérie

«La maquisarde», titre d'un projet de film mettant en avant l'engagement des femmes dans le combat durant la guerre de Libération nationale, sera prochainement lancé, a appris l'APS auprès de sa réalisatrice, Nora Hamdi.

Adapté de son roman éponyme (*La maquisarde*, édition Grasset 2014), ce long métrage dont le scénario est en phase d'écriture par l'auteure, s'inspire de faits historiques véridiques vécus et relatés par un ancien maquisard (son oncle), témoin vivant de la Révolution armée de 1954.

Le film dont le tournage s'effectuera en Algérie et en France, s'appuie également sur des archives (photos, presse de l'époque coloniale) revisitées par la réalisatrice au Musée du moujahid, a-t-elle précisé.

Le film met en lumière la résistance d'une

jeune héroïne, Nehla, qui a combattu, aux côtés des hommes durant l'époque coloniale marquée notamment par la torture, les emprisonnements et les souffrances subies par les femmes. «Mon film s'inspire du parcours combattant de ma mère qui a milité pour l'indépendance de l'Algérie, mettant sous les feux de la rampe les sacrifices de toutes les femmes qui ont combattu dans l'ombre durant la guerre de novembre 1945», a expliqué la réalisatrice à l'issue de la projection à la Cinémathèque algérienne de son film «Des poupées et des anges».

Regrettant le manque d'intérêt à l'égard du combat des femmes durant la guerre de Libération, l'auteure de «La maquisarde» dit vouloir briser un tabou à travers son film qui rend hommage aux femmes combattantes qui ont payé un lourd tribut pour le recouvre-

ment de l'indépendance.

En prévision du tournage de ce film, un casting pour le rôle principal (Nehla) sera organisé les 26 et 27 juillet à Tizi-Ouzou.

Née en 1968 en France dans une famille d'origine algérienne, Nora Hamdi est une artiste, romancière et réalisatrice. Jeune, elle se consacre à la fois à la littérature et au cinéma et commence par un film documentaire sur le mouvement artistique.

En 2002 elle co-signa, avec Virginie Despentes au scénario, la bande dessinée *Trois étoiles*.

Deux ans plus tard, elle écrit son premier roman intitulé «Des poupées et des anges», adapté au cinéma. En 2014, elle publie «La maquisarde», un essai basé sur le parcours de sa mère pendant la guerre de Libération.

L.B.

Festival national du théâtre scolaire à Mostaganem

Une trentaine de troupes au rendez-vous

La 22^e édition du Festival national du théâtre scolaire a débuté jeudi à la maison de la culture Ould-Abderrahmane-Kaki de Mostaganem, avec la participation de 35 troupes totalisant plus de 700 élèves des trois paliers.

Cette manifestation de quatre jours, organisée par la direction de l'éducation sous le slogan «Théâtre scolaire, mission et dignité», vise à détecter des talents parmi les élèves pour assurer la relève et penser à l'avenir du 4^e art en Algérie en promouvant le théâtre scolaire et éducatif.

La cérémonie d'ouverture, qui a vu une

forte présence d'enfants accompagnés de leurs parents, a été marquée par un défilé des troupes participantes, une exposition de travaux divers des élèves et des chants patriotiques interprétés par des écoliers du primaire.

En outre, 64 élèves lauréats aux examens de fin d'année des trois paliers de l'éducation ont été honorés de même que cinq meilleurs établissements scolaires de la wilaya de Mostaganem.

Les troupes participantes venues de 34 wilayas sont en lice pour trois prix des trois cycles. Leurs représentations seront éva-

luées par un jury.

Les organisateurs ont prévu, à cette occasion, des sessions de formation en écriture dramatique, interprétation, mise en scène théâtrale, ainsi que des expositions de coloriage et de publications documentaires et d'ateliers de marionnettes.

Le lycée Othmani-Brahim de Khenchela, le CEM Cheikh-Djelloul-Nacer de Mostaganem et l'école primaire Larbi-Mansour de Bordj Bou Arréridj ont remporté les prix de la 21^e édition de ce festival.

F.H.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Esplanade de Riad El Feth
Jusqu'au 29 juillet :
Festival international de la littérature et du livre de jeunesse.

Théâtre plein air Chakroun
Hasni d'Oran
Jusqu'au 4 août :
Festival local de la chanson oranaise.

Galerie des Ateliers Bouffée
d'Art

Jusqu'au 31 juillet :
Exposition de l'Art pictural aouessien en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouzi, Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine.

Bassins, Ben Aknoun
Jusqu'au 31 juillet :

Exposition de l'Art pictural aouessien en hommage aux deux artistes chaouis Tamine et Merzougui. Avec les artistes peintres : Lamine Azzouzi, Sofiane Dey, Mohamed Berkane et Houara Hocine.

Galerie d'art Asselah
Jusqu'au 10 août :

Exposition de l'artiste Hachemi Ameur, sous le thème : «Anamorphoses et certitudes».

Espace La Baignoire
(Square Port-Saïd)

Jusqu'au 3 août :
Exposition «Machine théographe» de Liess Vergès.

Coup-franc direct



Une décision et des interrogations !

Par Mahfoud M.

La LFP a décidé donc de revenir à l'ancienne formule, à savoir celle de faire jouer tous les derbys algérois au stade mythique du 5-Juillet d'Alger. Certains pourraient se réjouir de cette décision qui favorise le beau jeu étant donné que les matches se joueront sur une belle pelouse en gazon naturel et permettra surtout de drainer la grande foule qui en raffolent de ce genre de matches où le spectacle est toujours au rendez-vous que ce soit sur le terrain ou dans les gradins quand on connaît les passions que déchaînent ce genre de confrontations. Mais cela est-il le cas pour tout le monde ? Il est clair qu'il y a des opposants pour ce genre de décision et notamment parmi les formations qui souhaitent jouer les premiers rôles et qui ne font pas partie des privilégiés qui pourront jouer ce genre de rencontres. En effet, la JSK, à une certaine époque, s'est plaint du fait que les clubs algérois étaient plus avantagés avec ces derbys qui se jouaient dans l'enceinte du stade olympique et qui permettaient à certains clubs notamment le MCA et l'USMA de prendre le dessus et donc de s'approprier le championnat en amorçant un plus grand nombre de points dans ces derbys. Maintenant, il faut savoir aussi qu'il n'y a pas beaucoup de choix surtout que les clubs algérois n'ont pas les stades qu'il faut pour jouer tous à domicile.

M. M.

Jeux africains 2015 (Basket-ball)

La sélection algérienne masculine absente à Brazzaville

La sélection algérienne masculine de basket-ball ne participera pas aux Jeux africains (JA-2015) qui auront lieu à Brazzaville (Congo) du 4 au 19 septembre, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne (FABB).

«Avec le chevauchement des dates entre Jeux africains et AfroBasket 2015 en Tunisie, ce n'est pas possible d'être présents lors des deux compétitions. L'équipe va rentrer de Tunis le 1^{er} septembre et le tournoi des JA-2015 débute deux jours après», a expliqué à l'APS le président de la FABB, Rabah Bouarifi. La Tunisie abritera l'Afrobasket 2015 du 19 au 30 août prochain, dans la seule ville de Radès. «Aussi, nos joueurs évoluant à l'étranger ne seront pas libérés par leurs clubs pour les JA-2015. L'équipe ne peut pas enchaîner deux compétitions de cette envergure, alors nous avons choisi l'Afrobasket qui est notre principal objectif cette année», a précisé le patron de la FABB.

Riche programme pour l'équipe nationale féminine

La situation est différente concer-



nant l'équipe nationale féminine pour qui les JA-2015 sont un objectif intermédiaire. «Contrairement aux messieurs, notre équipe féminine participera aux Jeux africains 2015 car le championnat d'Afrique dames se déroulera du 24 septembre au 4 octobre. Les éléments qui jouent en France se sont engagés à participer aux deux compétitions», a encore dit Bouarifi. Les Algériennes entreront en stage bloqué le 25 juillet avant l'arrivée des sélections égyptienne et malienne qu'elles affronteront à quatre reprises en amical entre le 29 juillet et le 4 août à la salle d'Hydra.

Après ce stage l'équipe algérienne se déplacera en Serbie du 12 au 26 août où il est prévu d'autres rencontres amicales dont une avec la sélection du Gabon. Le départ du cinq national pour les Jeux africains 2015 est prévu pour le 31 août.

L'équipe algérienne féminine de basket-ball évoluera lors des JA-2015 dans le groupe B en compagnie du Sénégal, du Gabon, de l'Angola et de l'Afrique du Sud.

Bonne chance aux (U23) Mobilis toujours derrière les Verts

MOBILIS partenaire officiel de la Fédération Algérienne de Football (FAF) et de l'Equipe Nationale de football, encourage les Olympiques à la veille de leur match retour du dernier tour des qualifications de la Coupe d'Afrique U23, qui aura lieu en décembre prochain au Sénégal. En effet, notre onze affrontera, ce Samedi 25 Juillet 2015 à 20h45, son homologue du Sierra Leone au stade « Mustapha TCHAKER » de Blida. Le match de la sélection Olympique Algérienne, sera arbitré par le libyen Wahid Tamuni Salah qui sera assisté de ses compatriotes Attia Msaad et Salah Elshuogi. Il y a lieu de rappeler que le Championnat d'Afrique U23 est qualificatif pour les Jeux Olympiques de Rio de Janeiro 2016. Mobilis, fidèle à son engagement d'accompagner et d'encourager les verts, durant ces phases décisives et qualificatives et ne ménagera aucun effort à les soutenir, quelle que soit l'échéance sportive et le lieu de son déroulement. Bon courage et bonne chance aux fennecs! Dzayer Bladna wel Khedra Dialna!

Ligue des champions d'Afrique/ES Sétif-El Merreikh (Soudan) L'Aigle Noir pour un retour en force

■ L'Entente de Sétif dispute aujourd'hui son troisième match comptant pour la phase des poules de la Ligue des champions face à la formation soudanaise ce samedi à 21h 30, avec l'ambition de réussir le deuxième succès d'affilée.

Par Mahfoud M.

Les gars de la ville des Hauts-Plateaux souhaitent prendre les trois points de cette rencontre pour espérer être relancés dans cette compétition continentale et prendre l'option pour la qualification au dernier carré. Après la dernière victoire face au voisin du MC El Eulma, les coéquipiers de Zerara ont quelque peu soufflé en attendant la confirmation face à la redoutable formation d'El Merreikh qui est un habitué des premiers rôles en Ligue des champions d'Afrique.

Les Sétifiens savent ce qui les attend donc lors de cette empoignade qui ne sera pas une partie de plaisir sachant que les Soudanais ne seront pas une proie facile mais ils joueront toutes leurs cartes lors de ce match. Les gars d'El Merreikh,



Les Sétifiens à l'épreuve d'El Merreikh

faut-il le préciser, ont tenu un stage de préparation en Algérie et précisément à Ain M'lila et c'est le stage qui a permis à l'équipe de s'acclimater avec l'ambiance et le climat dans notre pays. Le coach, le Franco-italien, Garzito, qui connaît déjà le football algérien pour avoir pris en main la saison passée, le CS Constantine, a pu avoir son idée sur la composition sur laquelle il comptera pour ce match, surtout après avoir disputé deux matches amicaux.

Cette préparation en Algérie a été donc bénéfique pour lui et son équi-

pe. Les Soudanais, qui estiment avoir été lésés lors du précédent match face à l'USMA, après que l'arbitre leur eut refusé un but espèrent se ressaisir et revenir au moins avec le point du nul face au champion sortant, ce qui ne sera certainement pas facile. Les Sétifiens, eux, sont bien concentrés sur leur sujet et espèrent l'emporter et prendre trois autres points qui leur permettront de coller aux basques de l'actuel leader, l'USMA, et le raccompagner donc aux demi-finales de la Ligue des champions.

M. M.

Stade du 5-Juillet

L'homologation «définitive» une semaine avant le début du championnat

L'homologation «définitive» du stade du 5-Juillet 1962 se fera au plus tard une semaine avant le début du championnat national de football, prévu les 14 et 15 août prochain, ont indiqué jeudi à Alger des responsables du secteur de la jeunesse et des sports. «L'homologation définitive du stade se fera une semaine avant le début du championnat», a assuré le président de la Ligue algérienne de football professionnel (LFP), Mahfoud Kerbadj, au wali Abdelkader Zoukh qui a inspecté cette infrastructure. «Toutes les réserves concernant la sécurité dans et autour du stade seront levées, au plus tard, début août», a ajouté un responsable à la direction de wilaya de la jeunesse et des sports.

Après son inspection, le wali a estimé que «le stade, qui connaît les derniers préparatifs, serait prêt pour l'organisation des matches» au début du championnat pour la saison 2015-2016 de la Ligue 1 de football. La première journée de ce championnat, sera marquée par un «clas-



sique», MC Alger- CR Belouizdad, prévu au stade du 5-Juillet, rappelle Kerbadj. Inauguré en juin 1972, le stade du 5-Juillet (70 000 places) a été remis en service le 4 juillet par le Premier ministre Abdelmalek Sellal après avoir été fermé pendant près de deux ans pour des travaux de confortement et de consolidation des structures.

Le 21 septembre 2013, l'effondrement d'une tribune a coûté la vie à deux jeunes supporters venus assis-

ter au derby algérois entre le MC Alger et l'USM Alger.

Cet incident tragique a entraîné la fermeture momentanée du stade, le temps de mener l'enquête et les opérations de remise à niveau.

Malgré la mise en service officielle, le stade connaît toujours des travaux notamment en ce qui concerne la levée des réserves de sécurité, réitérées à cette occasion par le chef de la Sûreté de wilaya d'Alger, Noureddine Berrachedi.

CS Constantine

Un club français comme adversaire en hiver

Le CS Constantine (Ligue 1 de football) devrait rencontrer «un club français de Ligue 1» en match gala lors de la prochaine trêve hivernale, a-t-on appris auprès du président Mohamed Haddad.

«Nous allons en principe rencontrer un club français dont je préfère taire le nom du moment que nous n'avons rien encore conclu. Ce rendez-vous devait avoir lieu cet été, mais faute d'une date appropriée, nous avons décidé de le reporter à décembre ou janvier prochains», a affirmé le premier responsable du club de Cirta. Le CSC a disputé trois

matches «gala» au stade Chahid Hamlaoui de Constantine au cours des trois dernières années, respectivement contre l'OGC Nice (France) en 2012 (défaite 3-1), les Espagnols du Celta Vigo (victoire 1-0) en 2013, et l'Espagnol Barcelone (Espagne) (2-2) en 2014. D'ici-là, le CSC poursuit sa préparation d'intersaison avec au menu un stage précompétitif à partir du 28 juillet à Sousse (Tunisie).

«Au cours de ce stage qui s'étale jusqu'au 5 août, nous allons disputer trois matches amicaux contre des adversaires qui restent à désigner», a souligné Haddad. Avant son départ

pour la Tunisie, le CSC dirigé à la barre technique par le Français Hubert Velud sera opposé en amical le dimanche 26 juillet à son voisin de l'AS Khroub à Constantine.

Evouant le recrutement, Haddad s'est dit «satisfait» par les joueurs engagés «qui vont certainement donner le plus escompté».

«Je pense que notre recrutement a été rationnel et étudié, en renforçant pratiquement tous les compartiments», a souligné Haddad, qui a expliqué que le club devra «encore libérer deux joueurs pour arrêter l'effectif de la saison 2015-2016».

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre

Les mesures de Sellal

Par Nazim Rochd

Ce jeudi 23 juillet, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, a tenu des propos qui semblent annoncer des bouleversements majeurs dans la gouvernance économique. Il était très attendu sur le sujet, surtout que cela fait longtemps que les notes de conduite, reçues par l'Algérie, sonnaient l'alarme et que les hérauts autorisés du monde des affaires, appelés pompeusement économistes, aspergeaient au vitriol le «conservatisme», «l'inertie», le «populisme», «l'achat de la paix sociale», la «bureaucratie» et une foule d'autres tares qui devaient être traitées pour accéder au statut de bon élève, aux yeux des gardiens du libéralisme mondialisé et de leurs employeurs. Il y a, aussi, sur la table la baisse des revenus pétroliers, qui fait saliver les «changeurs» et autres ex-«printaniers» parce qu'ils croient venu le temps de la «crise du régime», lequel va s'effondrer grâce à une révolution populaire dont les conditions se trouveront bientôt réunies, avec la fonte des réserves de change et l'inéluctable incapacité budgétaire de calmer le mécontentement populaire. Sellal a parlé et répondu aux questions. Qu'il ait ou non contenté, tout ce beau monde, importe peu. Ce qui importe est que ce qu'il a dit confirme l'entêtement ou l'illusion de croire, dur comme fer, que «l'économie de marché», est le moyen de développer le pays. Après avoir rassuré sur le maintien des protections sociales, il a annoncé des retouches, qui concernent, notamment, la mauvaise gestion, la corruption, le marché du travail, la régulation des importations. Des thèmes qui alimentent le quotidien des Algériens et les colonnes de

la presse. Mais rien de probant sur ce qui est fondamental. Il s'agit toujours de s'échiner à satisfaire les exigences des affairistes, de tenter de créer un «climat des affaires» qui les agréera, de façon qu'au prochain sondage de la Banque mondiale, ils donneront des appréciations à même d'améliorer la place du pays dans le «Doing business». Accessoirement, cependant, il y a des mesures qui, si elles aboutissent, sont toujours bonnes à prendre, en attendant mieux. Il y a d'abord cette intention d'amener les patrons privés à déclarer leurs salariés à la sécurité sociale. Si l'opération réussit, ce serait une très bonne avancée en matière de justice à l'égard de ces millions de travailleurs qui sont livrés au libre-arbitre de patrons peu scrupuleux de la précarité dans laquelle ils les maintiennent. Tant pis si le gouvernement va sacrifier les cotisations non versées jusqu'ici, mais il faudra aller au-delà de ce simple encouragement, c'est-à-dire mettre fin à la complicité (ou à la complaisance) qui permettait un tel crime contre un droit humain élémentaire. Il faut faire en sorte que force reste à la loi, contre les contrevenants, qui volent et l'Etat, en laissant à sa charge les frais de santé de leurs employés qu'ils devraient assurer, et leurs employés eux-mêmes. La seconde mesure, qui est la bienvenue, est la «rationalisation» des importations, par la protection qu'elle va apporter à la population, en matière de contrôle des produits à la consommation, et par les économies en devises que cela va générer. Ceci, si tant est qu'il soit possible de maîtriser un marché où il faut s'attaquer à des intérêts incommensurables, avec une administration dont on peut douter de l'efficacité.

N. R.

LA VALEUR DU DINAR CONTINUE À CHUTER



Djalou@hotmail.com

Arrestation de 7 personnes

Saisie d'armes artisanales et blanches à Ghardaïa

Les services de sécurité de Ghardaïa ont saisi des armes blanches et des armes à feu artisanales et leurs accessoires et procédé à l'arrestation de sept personnes, durant les dernières 48 heures à la faveur des investigations menées à la recherche des personnes impliquées dans les incidents qu'a connus récemment cette wilaya, indique un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

Par Safy T.

Agissant sur des informations concernant la possession par certaines personnes d'armes blanches utilisées dans les incidents qu'a connus récemment la région de Guerrera (Ghardaïa), et après l'autorisation du procureur de la république pour la perquisition

de six domiciles suspects, les services de police ont saisi des armes blanches et des armes à feu artisanales et leurs accessoires, précise la même source. Par ailleurs, les barrages dressés par les services de police au niveau des entrées et des sorties de la ville de Berriane, ont permis d'intercepter un véhicule

transportant des armes blanches. Six personnes ont été arrêtées à la faveur de cette opération portant le nombre des personnes arrêtées à sept, (une personne à Guerrera). Les prévenus ont été présentés à la juridiction territorialement compétente.

S. T./APS

Dans plusieurs régions du pays

Saisie de plus de 660 kg de kif traité

Des éléments de l'Armée nationale populaire ont saisi plus de 660 kg de kif traité et des quantités de carburant destinées à la contrebande dans plusieurs régions du pays, indique vendredi un communiqué du ministère de la Défense. Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments des garde-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen/2^e Région militaire ont saisi le 23 juillet 2015, une quantité de kif traité s'élevant à 214,4 kilogrammes et 4 980 litres de car-

burant, précise le communiqué. Aussi, des éléments des garde-côtes ont saisi, à Ain Témouchent 24,77 kilogrammes de kif traité, ajoute la même source. Au niveau de la 3^e Région militaire, des éléments de la Gendarmerie nationale relevant du secteur opérationnel d'Adrar ont également saisi 424 kilogrammes de kif traité. D'autre part, des éléments des garde-frontières relevant respectivement des secteurs opérationnels de Tébessa, Souk-Ahras et d'El-Tarf/5^e Région militaire ont saisi des quantités de carburant s'éle-

vant à 16 628 litres destinées à la contrebande. Dans la 6^e Région militaire, des détachements relevant des secteurs opérationnels de Tamanrasset, de Bordj Badji Mokhtar et d'In Guezam ont arrêté onze contrebandiers de différentes nationalités et ont saisi deux véhicules tout-terrain, 18 détecteurs de métaux, 108 grammes d'or et sept téléphones portables. Par ailleurs, un détachement relevant du secteur opérationnel d'El Oued/4^e Région militaire a saisi un camion chargé de 5 760 bouteilles de boissons, selon le MDN.

Farid C.

Boumerdès

3 personnes d'une même famille sauvées in extremis dans un puits

TROIS membres d'une même famille (2 frères et leur beau-frère) âgés respectivement de 24, 25 et 30 ans, ont failli perdre la vie dans un puits, avant-hier, au village Matoussa dépendant de la commune de Chabet El Ameur, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est du chef-lieu de wilaya Boumerdès. Il a fallu l'intervention rapide des villageois qui ont réussi à les sauver, in extremis, d'une mort certaine. Selon des informations, ces derniers étaient à l'intérieur du puits de plus de 15 mètres de profondeur pour une opération de nettoyage, lorsqu'ils commençaient, en l'absence d'oxygène,

à suffoquer. Un moteur hydraulique a été utilisé par ces derniers pour évacuer l'eau du puits. Lequel dégageait de la fumée rendant la respiration difficile. A leur secours, les sapeurs-pompiers sur les lieux ont réussi à prendre en charge les victimes qui étaient dans un état critique. A l'aide des moyens et des équipements de première urgence ils ont réussi à réanimer les victimes avant de les évacuer au service des urgences de l'hôpital de Bordj-Menaïel et Tizi Ouzou. Parmi ces derniers, une a rejoint dans la soirée son domicile.

Ahmed K.

Tizi Ouzou

Un terroriste abattu

UN TERRORISTE a été abattu, jeudi, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) au cours d'une embuscade tendue à hauteur du lieudit Djebel Al-Afroun dans la commune d'Ifligha, à une quarantaine de kilomètres à l'est de la Wilaya de Tizi Ouzou avons-nous appris de sources sécuritaires. Selon le communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN) rendu public tard dans la soirée du jeudi, «c'est un détachement de l'ANP relevant du secteur opérationnel de Tizi Ouzou (1^{re} Région militaire) qui a abattu, jeudi à 20 heures, un terroriste, lors d'une embuscade tendue près de la commune d'Ifligha, daïra d'Azazga». A l'issue de cette opération, les éléments de l'ANP ont récupéré un fusil automatique de type Kalachnikov, une quantité de munitions, quatre téléphones portables et d'autres objets, toujours selon les précisions du MDN. Hamid M.